

Fil Europe : l'énergie **Atelier animé par Anne Laperrouze**

Le marché de l'énergie doit être analysé sous trois axes majeurs qui sont le prix de l'énergie, ses disponibilités, et ses émissions.

Même si ce secteur a été à la base du processus d'intégration, lorsqu'on parle d'énergie au plan européen, on doit s'arrêter face à l'évidence d'un marché en émergence. Les États membres restent les seuls maîtres de leurs choix énergétiques.

Ces choix sont dictés par les caractéristiques propres à chaque État (ressources naturelles, histoires énergétiques et leur localisation géographique).

La dépendance de l'Union européenne en termes d'énergie fossile est grande et sera naturellement amenée à l'être plus encore (diminution de la production domestique d'énergie fossile).

Même si les énergies renouvelables offrent des réelles alternatives aux énergies fossiles, il faut garder à l'esprit que les énergies fossiles constituent et constitueront la partie dominante de notre mix énergétique pour plusieurs décennies encore.

Le rôle de l'Union dans le domaine énergétique se limite donc à l'élaboration d'objectifs communs (énergies durables, accessibles et abordables), mais les politiques à mettre en œuvre restent pour l'instant du ressort des États membres.

Ces objectifs communs sont notamment repris dans le cadre du "plan énergie climat" de la Commission européenne, plan dont la France ambitionne l'adoption avant la fin de l'année et qui comprend entre autres :

- un objectif de réduction des émissions de CO₂ de 20% d'ici à 2020 (30% si un accord global de réduction des émissions peut être trouvé à Copenhague en 2009)
- un objectif d'augmentation des énergies renouvelables à 20% des énergies consommées dans l'Union européenne
- une révision du plan d'échange des crédits d'émission de CO₂
- une clarification de la base légale relative à la capture et au stockage du CO₂ (technologies d'ailleurs controversées du fait de la nature « sale » du charbon opposé à sa grande disponibilité et à son bas coût)

L'Union est également active dans le secteur des réseaux transeuropéens de l'énergie. Il est intéressant de noter, à cet égard, l'effet paradoxalement positif de la crise ukrainienne de mars 2007 (gel des approvisionnements gaziers) qui a permis de lever la réticence des États membres à la création des postes de coordinateurs.

Aujourd'hui les enjeux du climat sont incontestés et l'Europe se dirige vers une politique commune de l'énergie qui prend en compte ces impératifs climatiques. Et c'est d'ailleurs par un engagement commun fort que l'Europe pourra se placer en bonne position pour négocier un accord global de réduction des émissions en 2009.

Dans le domaine de l'énergie et du changement climatique, l'Europe doit s'engager en même temps sur tous les fronts. La limitation de notre consommation (efficacité énergétique) est le moyen le plus

performant de réduire notre dépendance et nos émissions en même temps. Cependant, ces efforts doivent être accompagnés en parallèle par une facilitation de l'essor des énergies renouvelables et par une recherche intense afin de découvrir et de rendre applicables et rentables les énergies propres du futur. L'Union européenne s'attèle d'ailleurs à ces deux tâches par des initiatives dans le domaine de l'efficacité énergétique et par le plan stratégique technologique pour l'énergie (SET-plan).

En matière d'énergies, les évolutions sont très rapides et les découvertes aussi : trop cadrer, uniformiser, peut appauvrir le panel des solutions envisageables, nous pousser à l'erreur, complexifier l'exécution des mesures mises en place. De plus, il faut toujours prendre en compte les différences entre les pays et bien comprendre qu'une solution peut être bonne quelque part, détestable ailleurs.

Compte tenu de ces constats, on peut toujours agir sur les invariants. Il est tout à fait évident que consommer moins d'énergie reste le moyen le plus efficace de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il est donc nécessaire de façon invariante de mieux isoler nos bâtiments, en conduisant à la sobriété énergétique, et de moins consommer pour mieux produire ce que correspond à notre besoin. Si la démographie augmente et les ressources diminuent, il est nécessaire de relever les défis énergétiques de la consommation et de la production ensemble : le risque ultime pourrait être une vraie guerre pour l'énergie, bien plus explicite que les tensions actuelles.

En revanche, il faut prendre en compte que les sources d'énergies ne sont d'un usage équivalent pour toutes les dépenses : l'éolienne pourrait-t-elle faire voler des avions aussi bien que le pétrole le fait ? On peut en douter. Il y a bien évidemment des besoins énergétiques différents, et la différence entre les dépenses énergétiques en matière immobilière et de transports le démontre.

Quelques considérations :

- Concernant le recyclage des déchets, mais aussi les déperditions d'énergies produites non réutilisées, le débat semble faire son chemin et les prises de conscience se faire.
- Un point plusieurs fois souligné : en matière d'énergie, il n'y a pas de solution miraculeuse, pas de source d'énergie miraculeuse, pas de solution de transport d'énergie miraculeuse. Chaque solution porte des avantages et des inconvénients. Il convient donc de considérer avec largesse l'ensemble des possibilités, et en évaluer l'utilisabilité et la rentabilité en fonction de la problématique énergétique considérée : où ? quand ? comment ? pourquoi ?
- Sur le nucléaire, il faut toujours penser à l'étroitesse des ressources d'uranium. Le nucléaire ne peut pas être la seule et unique solution.